

**Forum - Série : Sûrement assuré**  
Afin de mieux comprendre les assurances, nous en examinons différents aspects en cours d'année, avec des conseils de spécialistes à l'appui.

Sûrement assuré (3/6)

## Accident et maladie : dans l'incapacité de travailler

**Employeur ou employé, à quoi faut-il être attentif pour garantir le maintien du salaire ? Qu'est-ce qui est réglé par la loi et la CCNT et quelles possibilités offre la solution d'association de l'USM ? L'article ci-dessous répond à toutes ces questions.**

Quiconque travaille et se retrouve, sans faute de sa part, dans l'incapacité d'assurer sa prestation de travail a droit au maintien du salaire. Sur le plan législatif, ce point est couvert par l'article 324a du code des obligations. Des dispositions différentes peuvent être convenues par écrit, à condition qu'elles soient au moins équivalentes pour l'employé. En fait partie la convention collective nationale de travail (CCNT) de l'Union Suisse du Métal (USM), qui est contraignante pour la technique agricole.

### Accident et maladie

Un accident ou une maladie sont deux des nombreux facteurs pouvant entraver la capacité de travail.

- Dans le premier cas, la législation a instauré une assurance obligatoire contre les accidents professionnels

et non professionnels via la loi sur l'assurance-accidents (LAA). Les porteurs de risque sont d'une part la Suva, à laquelle certaines branches sont obligatoirement assujetties, d'autre part les assureurs privés pour les établissements non soumis à la Suva.

- Il en va autrement en cas de maladie, dans la mesure où la législation ne prévoit à cet égard aucune obligation d'assurance, ni pour l'employeur ni pour l'assureur. En l'absence d'assurance d'indemnités journalières en cas de maladie, le maintien du salaire se fait conformément au CO. Une échelle est utilisée en fonction des cas (par ex. l'échelle bernoise, l'échelle zurichoise ou l'échelle bâloise).

### Convention collective nationale de travail de l'USM

En cas d'accident, les employés sont assurés par la Suva. En cas de maladie, la CCNT de l'USM fixe à l'article 48 ss l'obligation pour l'employeur de souscrire une assurance d'indemnités journalières.

### Choix de l'assureur

L'employeur dispose d'une liberté relative concernant le choix de l'assureur. En effet, la CCNT stipule que l'assureur



Mit den Verbandsversicherungen bietet die SMU den Mitgliedfirmen LGAV-konforme Lösungen.

Les assurances d'association proposées par l'USM constituent des solutions conformes à la CCNT pour les entreprises membres de l'Union.



**Forum-Serie: Sicher versichert**  
Um den Durchblick bei Versicherungen zu verbessern, behandeln wir im Lauf des Jahres verschiedene Aspekte und geben Tipps von Fachleuten.

Wer arbeitet und ohne Verschulden an der Arbeitsleistung verhindert ist, hat ein Recht auf Lohnfortzahlung.

Quiconque travaille et se retrouve, sans faute de sa part, dans l'incapacité d'assurer sa prestation de travail a droit au maintien du salaire.

Sicher versichert (3/6)

# Unfall und Krankheit – Verhinderung an der Arbeitsleistung

**Worauf muss man als Arbeitgeber und Arbeitnehmer achten, damit die Lohnfortzahlung gewährleistet ist?  
Was ist durch Gesetz und LGAV geregelt und welche Möglichkeiten bietet die Verbandslösung der SMU?  
Die Antworten finden Sie in diesem Artikel.**

Wer arbeitet und ohne Verschulden an der Arbeitsleistung verhindert ist, hat ein Recht auf Lohnfortzahlung. Der Gesetzgeber hat dies in Art. 324a Obligationenrecht geregelt. Durch schriftliche Abrede können abweichende Regelungen getroffen werden, wenn sie für den Arbeitnehmer mindestens gleichwertig sind. Dazu gehört auch der Landesgesamtarbeitsvertrag (LGAV) der Schweizerischen Metall-Union SMU, welcher für die Landtechnik verbindlich ist.

## Unfall und Krankheit

Unfall und Krankheit sind zwei von mehreren Möglichkeiten, die die Arbeitsleistung verhindern können.

– Im Bereich des Unfalls hat der Gesetzgeber mit dem Unfallversicherungsgesetz (UVG) eine obligatorische Versicherung gegen Berufsun-

fälle und Nichtberufsunfälle eingeführt. Risikoträger sind einerseits die Suva, welcher bestimmte Branchen zwingend unterstellt sind, und andererseits private Versicherer für die nicht der Suva unterstellten Betriebe.

– Anders verhält es sich bei Krankheit, denn der Gesetzgeber sieht hierfür keinen Versicherungszwang vor, weder für den Arbeitgeber noch für den Versicherer. Fehlt eine Krankentaggeldversicherung, so gilt die Lohnfortzahlung gemäss OR. Je nachdem wird eine Skala angewendet (z.B. Berner Skala, Zürcher Skala oder Basler Skala).

## Landesgesamtarbeitsvertrag SMU

Bei Unfall sind die Arbeitnehmer bei der Suva versichert. Im Falle von Krankheit erklärt der LGAV SMU in

Art. 48 ff den Abschluss einer Krankentaggeldversicherung durch den Arbeitgeber als obligatorisch.

## Wahl des Versicherers

Dem Arbeitgeber steht die Wahl des Versicherers nur bedingt frei. Denn der LGAV schreibt vor, dass der Versicherer die Bestimmungen gemäss Krankenversicherungsgesetz (KVG) beachten muss. Diese Bestimmungen werden nicht von allen Versicherern angeboten bzw. eine Vielzahl der Versicherer hat die Bestimmungen nach Versicherungsvertragsgesetz (VVG). Solche Lösungen sind gemäss LGAV unzulässig und können in gewissen Fällen für den Arbeitgeber unerwünschte finanzielle Folgen haben, insbesondere wenn es um die Leistungsdauer geht.

doit respecter les dispositions fixées dans la loi sur l'assurance-maladie (LAMal). Or, ces dispositions ne sont pas proposées par tous les assureurs. Beaucoup se réfèrent à la loi sur le contrat d'assurance (LCA). Des solutions qui, conformément à la CCNT, ne sont pas admises et qui, dans certains cas, peuvent avoir des conséquences financières indésirables pour l'employeur, notamment pour ce qui est de la durée des prestations.

#### Prestations d'assurance obligatoires (CCNT)

Les prestations d'assurance doivent au minimum satisfaire les prescriptions de la CCNT. Autrement dit, la couverture d'assurance doit s'élever à 80% du salaire assuré pendant 720 jours durant une période de 900 jours (LAMal). Quant au délai de carence, la CCNT prévoit deux jours, sachant toutefois que



Questions à Mario Gmür, expert en assurances de personnes, PROMRISK SA, Neerach (ZH)

### « En matière d'indemnités journalières en cas de maladie, 80% sont habituels, tout au plus 90% »

**Forum: En matière d'indemnités journalières en cas de maladie et contrairement à la Suva, l'employeur est censé avoir le choix de l'assureur, mais il ne l'a pas vraiment, en fait. Pouvez-vous nous donner des précisions?**

Mario Gmür: L'employeur est également libre de choisir son assurance d'indemnités journalières en cas de maladie, à condition que l'assureur propose ou garantisse la couverture prescrite par la LAMal, afin d'être en conformité avec la CCNT. Dans la pratique, on trouve régulièrement des employeurs dont l'assurance choisie ne respecte pas ce point. Soit ils ont été mal conseillés, soit ils ont ignoré la remarque concernant l'absence de prestations selon la CCT au moment de signer.

**Les prestations à long terme en cas d'accident ou de maladie peuvent être différentes. Est-ce vrai?**

Oui, la LAA règle même les prestations de retraite en cas d'incapacité de gain durable. L'assuré ne verra donc pas ses indemnités journalières

baisser. Les prestations sont juste adaptées à la rente d'invalidité de l'AI. En cas de maladie, l'indemnité journalière est versée pour une durée limitée et donc épuisée au bout d'un certain temps. Si l'incapacité de gain subsiste, l'assuré perçoit la rente AI ainsi qu'une rente issue de la LPP, pour autant qu'il soit assuré dans le cadre de la prévoyance professionnelle. Mais les prestations de la LPP sont généralement moins élevées, ce qui se traduit par des prestations d'ensemble inférieures. Le cas échéant, les assurés doivent combler cette lacune en souscrivant une assurance incapacité de gain à titre privé.

**Le montant de l'indemnité journalière doit être de 80% du salaire assuré en cas d'accident et de maladie. L'employeur peut-il aussi assurer des prestations supérieures?**

En matière d'indemnités journalières en cas de maladie, 80% sont habituels, tout au plus 90%. Pour ce qui est des accidents, il est possible d'augmenter les indemnités journalières en souscrivant une assurance

complémentaire LAA. Mais n'oublions pas que, sur les prestations à payer, il faut enlever les cotisations aux assurances sociales et, au bout d'un certain temps, aussi celles de la LPP.

**Le délai de carence peut être prolongé pour l'indemnité journalière en cas de maladie. Est-ce que cela en vaut la peine?**

Dans le cadre de nos conseils, nous examinons la situation en fonction des prestations effectuées par le passé, sachant que nous ne pouvons pas prévoir l'avenir. Nous procédons à des calculs personnalisés qui nous aident à prendre une décision avec le membre concerné. Nos expériences ont montré qu'un délai de carence de 30 jours offrait en général un bon rapport coût/bénéfices.

**Lorsque des retraités continuent à travailler, ils touchent un salaire annuel qui n'est pas soumis à l'AVS. L'assureur court-il le risque de fournir des prestations pour lesquelles il n'aura pas reçu de primes?**

Non, car il faut déclarer le salaire global, y compris la franchise qui est actuellement de CHF 16800.– par employeur.



**Obligatorische Versicherungsleistungen (LGAV)**

Die Versicherungsleistungen müssen mindestens die Vorgaben des LGAV erfüllen, d.h. die Leistungshöhe des versicherten Lohnes muss 80 Prozent und die Dauer der Versicherungsdeckung muss innerhalb von 900 Tagen für 720 Tage (KVG) erfolgen. Bezüglich der Wartezeit sieht der LGAV eine solche von zwei Tagen vor, wobei der Arbeitgeber mit der Versicherung eine höhere Wartezeit vereinbaren darf.

Die Beiträge sind von Arbeitnehmer und Arbeitgeber je zur Hälfte zu tragen. Wird eine höhere Wartezeit gewählt, so darf der Arbeitgeber die Hälfte des entsprechenden Prämienatzes für eine Wartezeit von zwei Tagen in Abzug bringen, da er das Risiko während des Aufschubs selbst trägt.

**Versicherter Lohn und Familienzulagen**

Grundsätzlich ist der AHV-pflichtige Lohn versichert und prämienpflichtig. Achtung – im Gegensatz zur Suva sind die Familienzulagen nicht automatisch mitversichert. Deren Einschluss ist freiwillig und ebenfalls prämienwirksam. Im Krankheitsfall ist die Auszahlung der Zulagen durch die Familienausgleichskasse für drei Monate gesichert.

**Keine Krankheit – keine Leistungen**

Das dürfte der Idealfall für Arbeitnehmer und Arbeitgeber sein. Die Auswertungen der PROMRISK AG zeigen, dass tatsächlich eine beachtliche Zahl von Mitgliedfirmen keine oder nur geringfügige Leistungen bezieht, was dann mit der Überschussbeteiligung belohnt wird. Massgebend hierfür ist eine Beobachtungsperiode

LGAV der Schweizerischen Metall-Union SMU.  
La convention collective nationale de travail (CCNT) de l'Union Suisse du Métal (USM).

Fragen an Mario Gmür, Experte für Personenversicherungen, PROMRISK AG, Neerach ZH

**«Im Krankentaggeld sind 80 % oder allenfalls 90 % Usanz»**



Mario Gmür

**forum: Im Gegensatz zur Suva hat der Arbeitgeber beim Krankentaggeld die Wahl des Versicherers und irgendwie doch nicht. Können Sie dies genauer erklären?**

Mario Gmür: Der Arbeitgeber hat beim Krankentaggeld ebenfalls Wahlfreiheit, allerdings muss der Versicherer die Deckung nach KVG anbieten oder garantieren, damit der LGAV erfüllt wird. Die Praxis zeigt immer wieder, dass Arbeitgeber mit der von ihnen gewählten Versicherung diese Vorgabe nicht erfüllen und allenfalls falsch beraten wurden bzw. im Antrag den Hinweis auf fehlende Leistungen gemäss GAV übersehen.

**Stimmt es, dass die langfristigen Leistungen bei Unfall und Krankheit unterschiedlich sein können?**

Das ist korrekt, das UVG hat bei dauernder Erwerbsunfähigkeit auch die Rentenleistungen geregelt und die versicherte Person wird gegenüber der Taggeldzahlung keine Einbusse haben. Die Leistungen werden lediglich mit der IV-Rente abgestimmt. Bei Krankheit ist das Taggeld zeitlich begrenzt und irgendwann ausgeschöpft. Die versicherte Person erhält dann bei weiterer Erwerbsunfähigkeit die IV-Rente und eine Rente aus dem BVG, sofern sie in der Beruflichen Vorsorge BVG versichert ist. Die Rentenleistung aus dem BVG ist jedoch in der Regel weniger hoch, was zu tieferen Gesamtleistungen führt. Allenfalls müssen Versicherte diese Lücke über eine private Erwerbsunfähigkeitsrente schliessen.

**Die Leistungshöhe der Taggeldzahlung muss bei Unfall und Krankheit 80 Prozent des versicherten Lohnes betragen. Kann der Arbeitgeber auch höhere Leistungen versichern?**

Im Krankentaggeld sind 80 Prozent oder allenfalls 90 Prozent Usanz. Bei Unfall kann über eine UVG-Zusatzversicherung das Taggeld erhöht werden. Es darf jedoch nicht vergessen werden, dass auf den zu zahlenden Leistungen die Beiträge für die Sozialversicherungen entfallen und nach einer gewissen Zeit auch diejenigen für das BVG.

**Beim Krankentaggeld kann die Wartezeit erhöht werden. Lohnt sich das?**

In unseren Beratungen prüfen wir dies jeweils anhand der Leistungen in der Vergangenheit, da wir die Zukunft nicht voraussagen können. Dabei machen wir für das Mitglied entsprechende Berechnungen zur Entscheidungsfindung. Unsere Erfahrungen zeigen, dass die Wartezeit von 30 Tagen in der Regel ein gutes Kosten- / Nutzenverhältnis ergibt.

**Wenn Pensionierte weiterarbeiten, haben diese ja einen jährlichen Lohn, der nicht AHV-pflichtig ist. Geht der Versicherer damit nicht das Risiko ein, dass er Leistungen erbringt, wofür er keine Prämie erhält?**

Nein, denn es muss der gesamte Lohn deklariert werden, inklusive der Freigrenze von derzeit CHF 16'800 pro Arbeitgeber.

l'employeur peut convenir d'un délai plus long avec l'assurance.

Les cotisations sont réparties à parts égales entre l'employé et l'employeur. En cas de délai de carence plus long, l'employeur peut déduire la moitié du taux de prime correspondant à un délai de deux jours, dans la mesure où c'est lui qui assume le risque sur toute la durée de prolongation du délai.

#### Salaire assuré et allocations familiales

En principe, le salaire assujéti à l'AVS est assuré et soumis à cotisation. Attention, contrairement à la Suva, les allocations familiales ne sont pas automatiquement assurées. Leur prise en compte est facultative et aura également un effet sur la cotisation. En cas de maladie, le paiement des allocations est garanti pendant trois mois par la caisse de compensation familiale.

#### Pas de maladie, pas de prestations

En soi, ce devrait être la situation idéale pour l'employeur comme pour l'employé. Les évaluations de PROMRISK SA montrent qu'il existe de fait un grand nombre d'entreprises affiliées qui ne perçoivent que peu ou pas de prestations, ce qui est récompensé par la participation aux excédents. Une période d'observation de trois ans correspondant en règle générale à la durée du contrat est ici déterminante. Lors du paiement d'excédents, les employés y ont droit en fonction de leur participation aux primes.

Si en revanche les prestations sont plus élevées que la part de prime donnant droit à un excédent, ces paiements n'ont pas lieu. Au contraire, cela peut même entraîner une adaptation de la prime.

#### Retraité et toujours en forme pour travailler

Il n'est pas rare de voir des employés qui, après leur départ à la retraite ordinaire, ne veulent pas rester inactifs et dont l'employeur souhaite qu'ils continuent à travailler. Suivant les conditions de l'assureur, ces employés continuent à jouir d'une couverture financière et limitée dans le temps dans le cadre de l'assurance d'indemnités journalières en cas de maladie. Financièrement, la restriction concerne tout au plus la durée des prestations, qui s'élève à 180 jours au maximum. Quant à la limite temporelle, l'assurance est possible jusqu'à l'âge de 70 ans.

#### Assurances d'association de l'USM

Les assurances d'association proposées par l'USM constituent des solutions conformes à la CCNT pour les entreprises membres de l'Union. Celles-ci bénéficient en outre de primes très avantageuses et de bonnes participations aux excédents grâce au nombre d'entreprises affiliées. Concernant l'assurance collective d'indemnités journalières en cas de maladie, les membres ont le choix entre deux solutions : KSM (Caisse maladie des entreprises suisses de construction métallique) et CSS. Les conseils et la prise en charge sont assurés par PROMRISK SA. ■

Rob Neuhaus

*Nous adressons nos remerciements à Herbert Wild et à Mario Gmür de PROMRISK SA, à Neerach, pour leur soutien amical et compétent.*

Internet-Link:

[http://www.verbandsloesungen.ch/index\\_smu.html](http://www.verbandsloesungen.ch/index_smu.html)

Nicht selten kommt es vor, dass Arbeitnehmer nach der ordentlichen Pensionierung beim Arbeitgeber für die Weiterbeschäftigung gefragt sind. Je nach Bedingungen des Versicherers geniessen solche Arbeitnehmer weiterhin einen finanziell und zeitlich eingeschränkten Versicherungsschutz in der Krankentaggeldversicherung.

Il n'est pas rare de voir des employés qui, après leur départ à la retraite ordinaire, continuent à travailler. Suivant les conditions de l'assureur, ces employés continuent à jouir d'une couverture financière et limitée dans le temps dans le cadre de l'assurance d'indemnités journalières en cas de maladie.

Questions à l'employeuse Doris Brülisauer, Brülisauer Landmaschinen GmbH, Eichberg (SG)

### « Le climat de confiance lors des conseils et, si je me souviens bien, la meilleure participation aux excédents nous ont poussés à faire le pas »

#### Forum: Doris Brülisauer, je pars du principe que votre entreprise possède une assurance d'indemnités journalières en cas de maladie et que celle-ci est conforme aux prescriptions de la CCNT?

Doris Brülisauer: Oui, c'est le cas et nous avons déjà une solution conforme à la CCNT avant d'adopter l'assurance d'association « CSS USM ».

#### Qu'est-ce qui vous a amenée à faire ce changement?

Nous avons auparavant déjà changé de caisse de pension pour passer à PV PROMEA, ce qui nous a permis de faire la connaissance de l'équipe de PROMRISK SA. Le climat de confiance lors des conseils et, si je me souviens bien, la meilleure participation aux excédents nous ont poussés à faire le pas. Au final, la prime n'était pas bien inférieure dans notre cas.

#### Qu'est-ce qui a instauré ce climat de confiance?

J'avais le sentiment qu'on ne voulait pas simplement me vendre une

assurance, mais qu'on réfléchissait à notre entreprise. Je suis parvenue à la conviction que mon époux et moi-même étions trop peu assurés pour nos prestations de travail, bien que nous ayons assuré une masse salariale fixe. En fin de compte, nous avons tous les deux sensiblement augmenté le montant de notre salaire fixe et prolongé parallèlement le délai de carence, ce qui nous a permis de conserver une prime similaire. Rétrospectivement, j'en suis très reconnaissante, car malheureusement nous avons eu plus tard un cas de maladie de longue durée.

#### Avez-vous pris un risque plus grand en augmentant le délai de carence de vos employés?

Non, car notre contrat prévoit deux cercles de personnes et nos employés ont un délai de carence inférieur.

#### Les prestations à payer ont sans doute entraîné une augmentation des primes, non?

C'est vrai, c'était le revers de la médaille. Mais entre-temps, elles ont été réduites, et nous espérons bientôt repasser au niveau de prime le plus bas.





Fragen an die Arbeitgeberin Doris Brülisauer,  
Brülisauer Landmaschinen GmbH, Eichberg SG

## «Die vertrauensvolle Beratung und die bessere Überschussbeteiligung haben uns zum Wechsel bewogen»



**forum: Doris Brülisauer, ich gehe davon aus, dass Ihre Firma eine Krankentaggeldversicherung hat und diese die Vorgaben des LGAV erfüllt?**

Doris Brülisauer: Ja, dem ist so und wir hatten bereits vor dem Wechsel in die Verbandsversicherung «CSS SMU» eine LGAV-konforme Lösung.

**Was hat Sie dann zum Wechsel zur Verbandsversicherung bewogen?**

Wir haben bereits im Vorfeld die Pensionskasse zu PV PROMEA gewechselt und dabei das Team der PROMRISK AG kennengelernt. Die vertrauensvolle Beratung und, wenn ich mich richtig erinnere, die bessere Überschussbeteiligung haben uns zu

diesem Schritt bewogen. Die Prämie war in unserem Falle letztlich nicht viel tiefer.

**Was war denn an der Beratung so vertrauensvoll?**

Ich hatte das Gefühl, dass man uns nicht einfach eine Versicherung verkaufen will, sondern sich Gedanken zu unserem Betrieb macht. Dabei kam ich zur Überzeugung, dass mein Mann und ich für unsere Arbeitsleistungen zu tief versichert sind, obwohl wir eine feste Lohnsumme versichert hatten. Letztlich haben wir dann unsere beiden festen Lohnsummen wesentlich erhöht und gleichzeitig auch die Wartefrist, so dass sich die Prämie kaum veränderte. Rückblickend bin ich hierfür sehr dankbar, da wir zu einem späteren Zeitpunkt leider einen länger andauernden Krankheitsfall hatten.

**Sind Sie mit der Erhöhung der Wartefrist bei Ihren Arbeitnehmern ein höheres Risiko eingegangen?**

Nein, sind wir nicht, da unser Vertrag zwei Personenkreise vorsieht und die Arbeitnehmer eine tiefere Wartefrist haben.

**Aufgrund der zu zahlenden Leistungen sind die Prämien doch sicher höher geworden?**

Richtig, das war die Kehrseite der Medaille. Doch inzwischen wurden diese reduziert, so dass wir hoffentlich bald wieder in die tiefste Prämienstufe fallen.

von drei Jahren, welche in der Regel identisch mit der Vertragslaufzeit ist. Kommt es zur Auszahlung von Überschüssen, so haben die Arbeitnehmer einen Anspruch im Verhältnis zur Prämienbeteiligung.

Sind die Leistungen dagegen höher als der überschussberechtigte Prämienanteil, so entfallen solche Auszahlungen. Im Gegenteil – dies kann auch zu Anpassungen der Prämie führen.

### Pensioniert und weiterhin fit für Arbeitsleistungen

Nicht selten kommt es vor, dass Arbeitnehmer nach der ordentlichen Pensionierung den eigentlichen Ruhestand vermeiden und beim Arbeitgeber für die Weiterbeschäftigung gefragt sind. Je nach Bedingungen des Versicherers geniessen solche Arbeitnehmer weiterhin einen finanziell und zeitlich eingeschränkten Versicherungsschutz in der Krankentaggeldversicherung. Finanziell besteht die Einschränkung allenfalls in der Leistungsdauer, welche maximal 180 Tage beträgt. Zeitlich ist die Versicherbarkeit bis zum Erreichen des 70. Altersjahres möglich.

### Verbandsversicherungen SMU

Mit den Verbandsversicherungen bietet die SMU den Mitgliedfirmen LGAV-konforme Lösungen. Darüber hinaus erhalten die Mitglieder aufgrund der Anzahl angeschlossener Firmen sehr günstige Prämien und gute Überschussbeteiligungen. Die Mitglieder können beim Kollektiv Krankentaggeld zwischen zwei Verbandslösungen wählen: KSM Krankenkasse Schweizerischer Metallbauunternehmen und CSS. Die Beratung und Betreuung erfolgt durch die PROMRISK AG. ■

Rob Neuhaus

*Wir bedanken uns für die freundliche und sachkundige Unterstützung durch Herbert Wild und Mario Gmür, PROMRISK AG, Neerach.*